



Sur le terrain, le syndicat USB tente d'aider les travailleurs à faire valoir leurs droits.



Fatima vend des produits de première nécessité à ceux qui n'ont pas les moyens de se rendre en ville.

Un restaurant dans le ghetto

MENU Un peu de poisson, du riz et des tomates. Voilà le menu proposé par Fatima dans son restaurant de fortune installé au cœur du camp. Le tout pour un peu plus de 3 francs. Ici, entre les tables en plastique et les canapés tassés par les années, les habitants se réunissent certains soirs pour regarder la télévision. «J'ai un générateur pour l'électricité», confie celle qui est venue du Nigeria il y a dix-sept ans. Dans l'arrière-boutique, Fatima vend aussi différents produits d'épicerie quelques centimes plus chers que ce

qu'elle les a payés en ville. «Quand je me suis installée ici, le ghetto était encore tout petit. J'ai arrangé la maison au mieux», raconte-t-elle en nous présentant sa petite chambre, séparée du reste de l'établissement par une porte en bois et un cadenas. Tout en discutant, Fatima passe parfois du français à l'anglais ou à l'italien. Elle parle au moins quatre langues. «Si je ne me débrouille pas, comment je fais pour survivre?» sourit-elle en nous glissant quelques mots d'allemand. ●

INTERVIEW

Aboubakar Soumahoro Cofondateur du syndicat USB

«Transformer toutes ces rages en revendications»

● Que pensez-vous des conditions dans lesquelles vivent ces travailleurs?

Quand on voit ça, il y a beaucoup de rage. Vous l'entendez à ma voix. Moi-même, j'ai été victime de cette exploitation. Je ne peux pas mentir, bien sûr que cela accompagne mon action. Cette rage interne, il faut l'unir à d'autres et les transformer en revendications. Aujourd'hui, nous défendons plus de 400 000 travailleurs. C'est grâce à cette masse qu'on arrivera à se faire entendre.

● Comment fait-on pour lutter contre cet esclavage moderne?

Je n'aime pas parler d'esclavage parce que cela banalise l'exploitation de autres travailleurs agricoles. Du coup, l'exploitation semble moins dramatique, plus acceptable.

● Alors comment lutte-t-on contre l'exploitation?

Pour nous, ce n'est pas une solution d'envoyer des gendarmes dans les champs. Ce qu'il faut faire tout d'abord, c'est essayer de revenir à une forme de normalité où les règles sont respectées. Pour changer la donne, il faut une alliance entre les travailleurs, les consommateurs et si possible une partie des agriculteurs. Parce que, si ce dernier gagne moins, le travailleur sera forcément moins bien payé. Il faut syndiquer les travailleurs agricoles, peu importe leur provenance. Permettre à cette masse de revendiquer de meilleures conditions de travail mais aussi de vie.

● Mais vous pensez qu'ils ont la possibilité de se plaindre?

En Italie, il y a une forme de paternalisme qui suppose que les migrants n'ont pas la capacité de se révolter contre le système. Mais c'est faux. À Foggia, par exemple, depuis le début de notre action en mars, les travailleurs ont entamé un parcours pour changer les choses.

● Ne sont-ils pas trop exploités pour pouvoir se révolter?



C'est ce que nous leur avons dit en arrivant. Nous ne sommes pas des superhéros, nous n'allons pas tout régler tout seuls. C'est à eux de prendre leur destin en main et d'être protagonistes. Sinon, on reste toujours dans un discours de victimisation. L'humanitaire, c'est bien. On est tous pour l'humanitaire. Mais ce qu'il faut, ce sont des actions concrètes.

● L'Italie a justement pris des mesures ces dernières années. Elles ont été efficaces?

Concrètement, ces lois n'ont rien changé. Il y a plus de contrôles contre le travail au noir, donc désormais la plupart des travailleurs ont des contrats. Mais ceux-ci ne sont pas respectés. L'État est au courant mais ferme un peu les yeux. On fait des lois, mais on ne met pas suffisamment d'argent pour les appliquer. Donc les textes restent juste dans les archives. Ce qu'il faut, c'est comparer le nombre d'hectares exploités avec le nombre de travailleurs déclarés. On se rend tout de suite compte si c'est possible ou pas.

● Que devraient faire les autorités?

Déjà changer la loi qui fait que le titre de séjour est lié au contrat de travail. Les migrants sont prêts à tout accepter pour ne pas le perdre ou pour pouvoir le renouveler. Quel pays fait ça? Si l'État veut combattre l'exploitation, il ne doit pas mettre sur pied un système qui transforme les travailleurs en esclaves modernes. ●

► SUITE DES PAGES 2-3

quatre. Sambaré (lire encadré) nous explique les raisons de ce manque d'espace. «Il y a eu un incendie en mars dernier et deux travailleurs sont morts. Depuis, la commune a fermé toute une partie du ghetto», confie-t-il en montrant, sur son téléphone, la photo d'un corps calciné.

«On est innombrables»

Lui qui a participé à la création de ce camp au début des années 1990 se souvient d'une époque où il y avait bien assez de place pour tout le monde. «Nous travaillions dans les champs de tomates et au début on dormait dehors. Quand on en a eu marre, on a osé entrer dans les maisons abandonnées pour les nettoyer et s'y installer», raconte-t-il. Sur le moment, les autorités leur avaient conseillé de quitter les lieux parce que les bâtiments qu'ils occupaient, désertés par leurs propriétaires partis vivre en ville, risquaient de s'effondrer. «Qu'est-ce que vous vouliez qu'on fasse? On était obligés de dor- ►►

UNE VÉRITABLE PETITE VILLE

«Si je ne viens pas ici, comment je nourris ma famille?»

LOGEMENT La caravane de Sambaré est coincée entre deux autres roulottes et une tente délavée. À l'intérieur, deux matelas encombrant l'espace. Construit avec de vieilles portes en bois, un auvent prolonge l'abri. «Avec le soleil, il fait trop chaud dans la caravane. J'ai bricolé ça pour qu'on ait un endroit où s'asseoir», indique Sambaré en nous faisant entrer dans son repaire assemblé avec les moyens du bord. «Je vis ici avec mon cousin. On ne peut pas dire qu'on n'y vit bien, mais on a de la chance, certains partagent un espace plus petit à quatre ou cinq», souligne celui qui a



Sambaré a bricolé un auvent pour agrandir sa caravane.

participé à la création de ce camp dans les années 1990. Il faut dire que Sambaré a conscience d'être une exception parmi ses camarades. «Ma femme et mes quatre enfants vivent dans un appartement à Naples», con-

fie celui qui revient au ghetto chaque année pour la saison des tomates. Face à notre étonnement, il s'explique: «Je préférerais rester avec ma famille. Mais, si je ne viens pas ici, comment je la nourris?» ●

►► mir quelque part.» Peu à peu, d'autres migrants les ont rejoints. «Il y a eu de plus en plus de monde. Quand les maisons ont été pleines, on a ajouté des caravanes, puis des tentes. Aujourd'hui, il doit y avoir plus de 2000 personnes», estime-t-il. Dans le petit groupe qui s'est formé autour de nous, les avis divergent. Certains articulent le chiffre de 1000 habitants. «On est innombrables», sourit Sambaré.

Le Sénégalais décrit comment le ghetto s'est peu à peu transformé en une véritable petite communauté. «Il y a toutes sortes de magasins. Certains n'ont pas de moyen de transport pour se rendre en ville faire leurs courses», pointe-t-il. Au centre du camp, un jeune homme s'est bricolé une échoppe en bois où il vend des habits. «En ville, c'est impossible de s'installer. Il faut trouver un local, payer des taxes. Ici, au moins, on a la possibi-

lité de travailler», assure-t-il. Plus loin, Fatima (lire ci-contre) a établi son restaurant dans une maison abandonnée qu'elle a arrangée du mieux possible. «Les propriétaires sont très gentils, ils ne m'ont jamais demandé de payer de loyer», affirme-t-elle en nous faisant visiter les lieux aux murs décrépis.

S'il assure qu'habiter ici n'est pas plus dangereux qu'ailleurs, Sambaré reconnaît qu'il ne ferait pas vivre sa femme et ses enfants dans ces conditions. À ses yeux, la situation de ses compagnons devient même de plus en plus précaire. «Aujourd'hui, il est plus compliqué d'obtenir des papiers et, à cause des machines, il est plus dur de trouver du travail», regrette-t-il. Pourtant, même face à ces difficultés, une certaine solidarité subsiste. «On essaie de s'entraider comme on peut, mais on n'a pas grand-chose.» ●